

Transrural

initiatives

n°449 / octobre 2015 / 9 euros

- ÉLEVAGE : AU ROYAUME DE L'IMPASSE, LES INCOHÉRENCES SONT REINES
- RENCONTRE AVEC UN PSY DES CHAMPS
- LE RETOUR DE L'INVESTISSEMENT POUR SAUVER LA CROISSANCE ?

Dossier

**L'AGRICULTURE FACE AU DÉFI
DU RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE**

Transrural initiatives

revue mensuelle d'information agricole et rurale publiée par l'Agence de diffusion et d'information rurales (Adir), association d'édition de l'Afip, de la FNCivam, du MRJC et de la CNFR.



L'Association de formation et d'information pour le développement d'initiatives rurales (Afip) est un réseau associatif composé de sept structures réparties sur le territoire national. De la médiation au développement d'activités, l'Afip est un acteur du milieu rural ayant une approche territoriale en portant et militant pour les valeurs du développement durable notamment sur le pilier social.



Le réseau des Centres d'initiatives pour valoriser l'agriculture et le milieu rural (Civam), ce sont plus de 200 associations qui défendent depuis plus d'un demi siècle des enjeux tels que la préservation de l'environnement, l'offre d'aliments de qualité, l'élaboration d'un autre modèle énergétique, la promotion d'une agriculture durable, le maintien d'un monde rural facteur de cohésion sociale.



Lieu de rencontres, d'échanges et vecteur d'intégration socio-économique, le Mouvement rural de jeunesse chrétienne (MRJC), propose aux jeunes de treize à trente ans vivant à la campagne ou qui l'envisagent, de s'engager avec d'autres pour l'amélioration de la qualité de vie, de leur environnement et de la société qui les entoure par l'action, la réflexion, la recherche de sens et la formation.



La Confédération nationale des Foyers ruraux (CNFR) fédère des associations qui se reconnaissent dans les valeurs de l'éducation populaire et qui contribuent à ce que les territoires ruraux restent des espaces de vie et de solidarité, promeuvent le fait associatif et contribuent à l'émancipation des individus, tout en luttant contre la fracture sociale et l'isolement des individus.

Directrice de publication : Isabelle Bamier - **Équipe**

de rédaction permanente : Hélène Bustos, Fabrice

Bugnot - **Ont participé à ce numéro :** Maxime

Bergonso, Jean-Marc Bureau, Michel Carré, Marie

Herrault, Mathilde Leriche, Ludovic Mamdy et Alexiane

Spanu.

Notes de lecture et revue de presse : Alain Chanard

Impression : Evoluprint, Bruguère

Administration / Rédaction :

7bis, rue Riquet - 75019 Paris

Tél. 01 48 74 52 88

Site internet : www.transrural-initiatives.org

Mail : transrural@globenet.org

CRÉDIT PHOTO DE LA COUVERTURE : ELISABETH LIES / UNSPLASH

Reproduction autorisée sous réserve de demande
— n°CPPAP : 0620G86792 — ISSN : 1165-6166 —
Dépôt légal : octobre 2015.

viure ensemble

Agriculture

- 4 Élevage : au royaume de l'impasse, les incohérences sont reines
- 6 La stratégie laitière mortifère de la Commission européenne

Initiative

- 7 Le travail, porteur de culture

Décentralisation

- 8 L'implication citoyenne dans les intercommunalités de demain
- 9 Réorganisation à tous les étages



un autre développement

Europe

- 13 Le retour de l'investissement pour sauver la croissance ?

Initiative

- 14 Incuber l'économie sociale et solidaire

Culture

- 15 Des semences paysannes pour soutenir la population syrienne

ménager les ressources

Société

- 10 Rencontre avec un psy des champs

Environnement

- 12 Le sable, une autre ressource surexploitée

Quatrième de couverture

Mi-septembre, l'équipe de *Transrural* était à Saillans dans la Drôme pour fêter dignement les 30 ans de Relier, le Réseau d'expérimentation et de liaison des initiatives en espace rural. Sur les trois jours, une centaine de personnes ont assisté aux différents débats et ateliers sur les enjeux du monde rural (habitat, transport, forêt, financement associatif...) après un retour sur l'histoire de cette association d'éducation populaire, dont les ramifications s'étendent de Terre de liens au Réseau pour les alternatives forestières. La photographie montre deux des structures accueillant les participants, prêtées par Halem, une association de défense des habitants de logements éphémères ou mobiles. Plus d'infos : www.reseau-relier.org.

(Ré)abonnez-vous à *Transrural initiatives*
sur la boutique en ligne de la revue

Un œil – le bon – dans le rétro

« Comment évoluera le monde rural d'ici la fin du siècle ? La moitié des exploitations agricoles actuelles est-elle amenée à disparaître ? Les banlieues vont-elles encore dévorer des populations, des emplois et des terres, produisant des zones-dortoirs et des zones-travail en même temps que des déserts humains ? Les prix agricoles continueront-ils à se déprécier pendant que s'intensifiera la production à travers le surtravail des hommes et une mécanisation toujours plus poussée ? La " vie à la campagne " deviendra-t-elle un objectif de fin de semaine pour citadins éternels ou offrira-t-elle des possibilités réelles de travail, de services, d'éducation, de communications, de culture ? Pourrons-nous continuer à exiger à la fois une alimentation toujours meilleur marché et néanmoins de qualité ? Les surproductions continueront-elles à côtoyer les famines ? La logique de concentration qui domine les industries aussi bien que l'agriculture trouvera-t-elle enfin une mesure ? Les agriculteurs pourront-ils encourager leurs enfants à travailler la terre ? Les réponses à ses questions dépendent aussi de nous. (...) Il nous appartient de choisir entre la soumission et la volonté de participer à l'invention, à la construction d'un présent et d'un futur qui correspondent à nos besoins, à nos désirs. Il nous faut alors prendre conscience de ce qui se passe, analyser les mécanismes et les évolutions, réfléchir, se concerter, s'organiser pour proposer, pour mettre en place... »

Les nombreuses interrogations de ces quelques lignes, dactylographiées il y a plus d'une trentaine d'années par les fondateurs de l'Institut de formation pour l'animation et le développement du milieu rural (IFADMR) en Bourgogne et Franche-Comté, sont d'une criante (cruelle ?) actualité. Elles sont d'ailleurs pour certaines l'objet d'articles de ce numéro. Dans la réforme territoriale en cours s'opère un double mouvement qui ne dessine pas de ligne d'horizon nette pour « le monde rural d'ici la fin du siècle ». Car, d'un côté, on assiste à un élan de décentralisation allouant plus de compétences au « local ». Et de l'autre, on observe la concentration des pouvoirs dans les centres urbains de ce « local » où se logeraient les minces perspectives de croissance. Mince semblent aussi les perspectives de nombre d'éleveurs, comme en témoignent ces dernières semaines, et l'on peut effectivement affirmer que depuis les années 1980, les prix agricoles ont continué à se déprécier pendant que la production s'est intensifiée à travers le surtravail des hommes et une mécanisation toujours plus poussée...

Prendre connaissance des constats, écrits, idées, actions, etc., qui existent ou ont existé, peut soumettre à la tentation d'un marasme résigné sur le mode : « Ne s'est-il donc rien passé en l'espace de trente ans ? Nos actes et nos combats sont-ils si vains ? » Mais, cela peut également nourrir et inscrire les engagements et les luttes d'aujourd'hui dans un mouvement plus large, plus dense, permettant ainsi de s'y sentir moins seul et d'être un jour, qui sait, moins dispersé ?

HÉLÈNE BUSTOS, RESPONSABLE DE RÉDACTION



découvrir

17 En revues

18 Au fil des lectures

la vie des réseaux

I à X DOSSIER CENTRAL

L'agriculture face au défi du réchauffement climatique

Ce dossier, réalisé avec l'équipe de *Campagnes solidaires*, le journal de la Confédération paysanne, entend faire le lien entre agricultures, alimentation et changement climatique. Il propose également une analyse de la situation au regard des négociations en cours, qu'il s'agisse du traité de libre-échange transatlantique ou de la 21^e Conférence des Nations unies sur le climat qui se tiendra dans quelques semaines à Paris.



La photographie de couverture du dossier est tirée de la série *Feedlots* du photographe Mishka Henner. Il s'agit en réalité de l'assemblage de centaines d'images satellite ; il donne à voir le parc d'engraissement texan de Tascosa Feedyard. Aux États-Unis, on dénombre près de 700 *feedlots* où plus de 1000 bovins peuvent être simultanément « élevés ». Plus d'infos sur ce travail : <http://mishkahenner.com>.

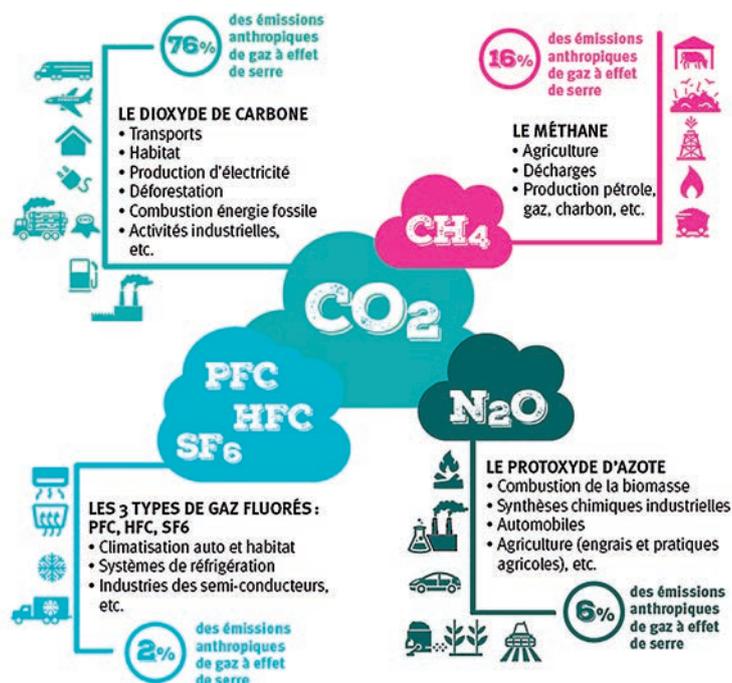
Notre alimentation contribuerait à près de la moitié des émissions mondiales de gaz à effet de serre notamment en raison des procédés industriels, de la déforestation et de l'élevage.

Le système agroalimentaire industriel dérègle le climat

L'agriculture occupe plus de la moitié de la surface de la Terre et 40% de ses habitants en vivent. Mais la 21^e Conférence des Nations unies sur le climat (COP21) n'en fait pas une priorité, bien que la société civile l'ait demandé. L'objectif de limiter le réchauffement climatique à deux degrés, adopté lors du Sommet de Cancun en 2010, ne pourra pourtant pas être atteint sans une réforme profonde du système agroalimentaire industriel. Ce seuil, au-delà duquel les conséquences seraient imprévisibles, implique en effet de diviser les émissions de gaz à effet de serre (GES) par deux dans les pays en développement et par quatre dans les pays industrialisés d'ici à 2050 et par rapport à 1990.

GAZ CARBONIQUE, MÉTHANE ET AZOTE

L'impact de l'agriculture sur le climat, complexe à modéliser, est au cœur de débats scientifiques et politiques. D'après le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec), certaines estimations comportent des marges d'incertitudes allant jusqu'à 150%. Pour l'instant, la plupart des rapports et décisions politiques s'appuient uniquement sur l'impact de la production agricole, qui contribuerait, selon les modèles, à 10 à 15%¹ des émissions de GES d'origine humaine au niveau mondial (cf. schéma). Pour l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), ce secteur a dégagé 5,3 milliards de tonnes équivalent CO₂ en 2011², (+14% par rapport à 2001), soit presque autant que les transports. Sa contribution est principalement liée aux rejets de méthane (CH₄) issus de la digestion du bétail et du stockage du fumier, et de protoxyde d'azote (N₂O) pro-



Pourcentages en Gt CO₂ eq / an, pour l'année 2010.

SOURCE : RAC-GIEC

RÉPARTITION DES ÉMISSIONS ANTHROPIQUES DE GAZ À EFFET DE SERRE TOUTS SECTEURS CONFONDUS

venant des engrais. Des gaz aux pouvoirs réchauffants respectivement 25 et 300 fois plus forts que le CO₂. 40% des émissions du secteur sont ainsi liées à la fermentation entérique, contre 16% pour le fumier laissé sur les pâturages, 13% pour les engrais de synthèse (N₂O), 10% pour la riziculture, 7% pour la gestion du fumier et 5% pour les brûlis.

DES RESPONSABILITÉS À DIFFÉRENCIER

Mais toutes les productions n'ont pas le même impact. L'élevage, notamment bovin, concentre l'essentiel des rejets de GES, une situation problématique au regard de l'augmentation prévue de la consommation mondiale de viande (+70% d'ici 2050, selon la FAO). Toutes les agricultures

n'ont pas non plus les mêmes responsabilités. Les tomates sous serre produites en hiver ont un bilan carbone 10 à 20 fois plus important que leurs cousines cultivées en plein champ. Mais attention aux raccourcis. « Rapportés au kilo, les produits biologiques n'ont pas globalement un meilleur bilan carbone que ceux en conventionnel, explique Cyrielle Den Hartigh, du Réseau action climat (Rac). Mais ils consomment moins d'engrais et d'autres intrants... Si on prend en compte les importations et le fait que la production biologique respecte les sols, leur bilan est meilleur. » Enfin, le périmètre (amont, aval des filières, capacité de stockage des sols...) considéré est déterminant. Si la FAO estime que l'intensité d'émission des exploitations bovines ■■■

■■■ est plus mauvais dans les systèmes où le niveau de productivité est bas (notamment en Asie, en Afrique ou en Amérique latine) que dans les grandes exploitations européennes ou américaines, ces conclusions changent lorsqu'on affecte au bilan des exploitations industrielles les impacts de la déforestation (liée à l'alimentation du bétail) et ceux de la chaîne de transformation et de distribution. Et d'autant plus, si l'on prend en compte le stockage de CO₂ dans les prairies des systèmes extensifs.

PLUS DE 70% DE LA DÉFORESTATION LIÉE À L'AGRICULTURE

Pour aller plus loin, il faudrait donc pouvoir s'appuyer sur une analyse de l'ensemble du cycle de vie des aliments. L'ONG Grain s'y est essayée ; elle estime que le système agroindustriel mondial représenterait entre 44 et 57% des émissions de GES³. Un calcul qui prend en compte, en plus de la production, l'amont, notamment le chan-

aux engrais et produits azotés près de 11 millions⁵. D'autres études, partant de la consommation et non de la production, arrivent à des résultats similaires. « Si on reste sur les chiffres d'émissions de la production agricole seule, on ne propose que des solutions pour l'amélioration des pratiques, qui ne suffiront pas, alors que si l'on prend en compte l'ensemble du système alimentaire, on voit qu'il faut un véritable changement de modèle », note Cyrielle Den Hartigh.

CHANGER DE MODÈLE

Avec cette vue d'ensemble, les responsabilités – et les solutions – apparaissent plus clairement. Comme l'explique Ulrike Eberle, chercheuse à l'Institut Corsus⁶, le système alimentaire n'est pas durable et c'est à cause, entre autres, « de l'industrialisation et la mondialisation de l'agriculture », « de la transformation des aliments » et des « changements des habitudes alimentaires et des modes de vie ». L'industrialisation

ingénieur agronome⁷. « L'intensification et les monocultures ont érodé la quasi-totalité de l'humus accumulé par des siècles d'agriculture paysanne. La production agricole industrielle concentre les terres agricoles et favorise la déforestation de nombreuses zones de la planète, détruisant ainsi d'importantes réserves de carbone », ajoute-t-on à la Confédération paysanne⁸. Pour Henk Hobbelink, agronome et coordinateur de Grain, « les émissions des petits paysans contribuent à peine aux émissions globales de l'agriculture car ils utilisent très peu de fertilisants chimiques, une des sources principales d'émissions et qu'ils produisent davantage pour les marchés locaux ».

Pour autant, focaliser le débat – et le combat – entre l'agriculture paysanne et industrielle sur la question des émissions de GES, serait réducteur. D'abord, car les incertitudes sur certaines données, comme celles concernant le changement d'affectation des sols, sont trop élevées. Ensuite, car cela évacuerait les autres impacts environnementaux et les questions sociales. Or, sous couvert de réductions des émissions de GES, les droits de certains paysans sont déjà remis en cause au profit de la sauvegarde des forêts ou du développement des agrocarburants.

■ FABRICE BUGNOT (TRANSRURAL)

« L'INTENSIFICATION ET LES MONOCULTURES ONT ÉRODÉ LA QUASI-TOTALITÉ DE L'HUMUS ACCUMULÉ PAR DES SIÈCLES D'AGRICULTURE PAYSANNE. LA PRODUCTION AGRICOLE INDUSTRIELLE CONCENTRE LES TERRES AGRICOLES ET FAVORISE LA DÉFORESTATION DE NOMBREUSES ZONES DE LA PLANÈTE, DÉTRUISANT AINSI D'IMPORTANTES RÉSERVES DE CARBONE »

gement d'affectation des terres et la déforestation causée par l'agriculture pour plus de 70%, les transports, la transformation et l'emballage, la congélation, la vente au détail, la gestion des déchets...

Même constat au niveau de la France. En 2006, la production agricole représente 21% de son bilan d'émissions de GES mais en rajoutant les émissions indirectes (transformation, transport, distribution, déchets...), la part du système alimentaire monte à 36%, soit environ 171 millions de tonnes de CO₂⁴. Un chiffre qui ne prend pas en compte les émissions réalisées à l'étranger ; comptabiliser les rejets dus à l'importation des tourteaux de soja provenant essentiellement du Brésil ajouterait plus de 7,7 millions de tonnes de CO₂ au bilan de l'agriculture française et ceux liés

de l'agriculture, née avec la machine à vapeur, a connu une accélération rapide au XX^e siècle, notamment à la suite de la mise en œuvre du plan Marshall en Europe et sous la pression de l'industrie chimique en recherche de nouveaux débouchés. Le secteur, traditionnellement régit par l'offre, s'est tourné vers la demande avec le développement des transports, entraînant une course effrénée à l'augmentation de la production et de la productivité. « Les procédés agricoles industriels entraînent la génération de GES à plusieurs niveaux : construction des machines outils, fabrication des engrais et pesticides – une tonne d'engrais azoté nécessite environ deux tonnes de pétrole –, acheminement jusqu'au champ, labours profonds, épandage des engrais et pesticides... », explique Emmanuel Lierdeman,

1 - Scenarii FAO, Giec, World Resources Institute...

2 - L'équivalent dioxyde de carbone (CO₂) permet d'agréger tous les GES en prenant en compte leurs différents potentiels de réchauffement global.

3 - Étude sur : www.grain.org/fr/article/entries/4363-alimentation-et-changement-climatique-le-lien-oublie.

4 - *Les ménages acteurs des émissions de gaz à effet de serre* – Ifen – nov. 2006.

5 - Calculs du Rac d'après des données Diaterre, Inra et Ifen.

6 - Organisme allemand spécialisé dans les questions d'alimentation durable – www.corsus.de.

7 - Cité par *Le Courrier* (août 2015) – www.lecourrier.ch/132092/climat_changer_notre_agriculture.

8 - *Climat : l'agriculture paysanne pour refroidir la planète* – Confédération paysanne – fév. 2015.

OFFRE SPÉCIALE

découvrez nos prochains dossiers



Offre spéciale 15 euros pour ces trois numéros disponible :

La fin d'année s'annonce riche en contenu avec les trois prochains numéros. Au programme des dossiers :

- # en octobre (n°449) : **les liens entre agriculture et climat, élaboré en collaboration avec Campagnes Solidaires**
- # en novembre (n°450) : **la difficile transmission familiale des exploitations, dossier réalisé avec le MRJC**
- # en décembre (n°451) : **le développement de la finance solidaire et participative, en partenariat avec la FNCivam**

- sur la boutique en ligne (<http://boutique.transrural-initiatives.org>)
- ou sur simple demande par téléphone (01 48 74 52 88) courrier électronique (transrural@globenet.org) ou postal (7bis rue Riquet, 75019 Paris)

Cet automne sera peut-être l'occasion pour vous de renouer avec la lecture de *Transrural initiatives* ou de la faire (re)découvrir à vos amis, collègues ou parents...

BON D'ABONNEMENT

Pour un abonnement d'un an (10 numéros) :

- Tarif réduit (étudiants, chômeurs, abonnements groupés – à partir de 5 personnes) : 45€ ; tarif normal : 55€ ; tarif association : 80€ ; tarif institution (bibliothèques, collectivités, services...) : 90€ ; tarif découverte (3 numéros) : 25€.
- À l'étranger : tarif normal : 65€ ; tarif institution : 95€.

Pour un abonnement 2 ans (20 numéros) : tarif normal : 95€ ; tarif association : 150€ ; tarif institution : 170€.

Nom : Société :

Prénom : Mail :

Adresse :

Comment avez-vous connu *Transrural*? :

Je souhaite recevoir une facture : OUI NON

Si vous souhaitez faire découvrir la revue, indiquez ici les coordonnées de la personne de votre choix, nous lui enverrons un numéro :

Nom : Prénom :

Adresse :

Mail :

